



HAL
open science

L'identité politique comme force de combinaison et de conflictualisation des appartenances sociales : justification théorique d'une définition empirique

Sophie Duchesne, Vanessa Scherrer

► To cite this version:

Sophie Duchesne, Vanessa Scherrer. L'identité politique comme force de combinaison et de conflictualisation des appartenances sociales: justification théorique d'une définition empirique. Identité(s), Actes du colloque de la MSHS de Poitier, Presses Universitaires de Rennes, pp.325 - 336, 2003, 9782951305076. hal-01027774

HAL Id: hal-01027774

<https://sciencespo.hal.science/hal-01027774>

Submitted on 22 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'identité politique comme force de conflictualisation et de hiérarchisation des appartenances sociales: justification théorique d'une définition empirique

Résumé :

Les déceptions actuelles à l'égard du concept d'identité politique proviennent notamment de sa confusion avec la notion d'identification (sentiment d'appartenance) à des groupes mobilisés. L'identité ayant d'abord et avant tout pour fonction de rendre compte dans le même temps du changement et de la permanence de l'acteur social, il faut la concevoir comme un principe d'organisation des identifications sociales multiples, propre à chaque individu. Moyennement quoi, en vertu de la fonction d'arbitrage spécifique au politique, on pourra parler d'identité politique à propos des types d'identité tendant à conflictualiser et hiérarchiser les appartenances sociales.

Mots clefs : politique, identification, conflictualisation, hiérarchisation, théorie

Introduction

L'usage de la notion d'identité politique rencontre de nombreuses résistances, du fait de l'étendue des phénomènes auxquels elle en est venue à être appliquée, le plus souvent de façon implicite¹. En science politique notamment, l'identité est utilisée pour rendre compte à la fois de constructions collectives – les groupes de toute nature, nations, partis, églises par exemple, qui construisent « leur » identité – et individuelles. Pour notre part, nous nous contenterons de tenter de faire valoir l'intérêt de la notion d'identité politique dans une perspective individuelle.

La défense et l'illustration de l'usage du concept d'identité politique soulèvent deux questions : l'identité elle-même est-elle un concept heuristique ? Et y a-t-il une spécificité de la version politique de l'identité ? Notre premier objectif sera de faire valoir que le concept d'identité remplit une fonction spécifique dans l'analyse microsociologique, que tous les usages de l'identité sont loin de remplir ; c'est pourquoi nous précisons notre définition. Après quoi, nous nous interrogerons sur la spécificité de la dimension *politique* de l'identité.

Définition préalable : l'identité comme principe d'organisation des identifications

De l'avis de tous, l'identité est une notion complexe qu'il est d'autant plus important de définir avec précision, sous peine de voir la notion servir de paravent à tous les amalgames. Pour notre part, nous partons de l'idée de « foyer virtuel » proposée par Claude Lévi-Strauss (Lévi-

¹ Rogers Brubaker et Frederick Cooper ont montré comment le concept pourrait à lui tout seul être remplacé par une demie douzaine d'autres. (Brubaker, Cooper, 2000)

Strauss, 1977) qui, comme d'autres, rompt avec les approches essentialistes de l'identité. L'identité n'est ni un objet, ni une caractéristique, ni un état ; elle reste toujours virtuelle c'est à dire insaisissable et impalpable. Elle est une force volatile qu'il est illusoire d'espérer saisir ou regarder autrement qu'à travers ce qu'elle produit : ses effets, seuls, sont tangibles. L'identité existe bien cependant, ne serait-ce que parce qu'on ne saurait rendre compte de la réalité des choses, et au premier plan, de ce que l'être humain est à la fois profondément changeant mais aussi fondamentalement pérenne, sans le recours à un concept de la sorte. Or cette question de la pérennité et de la stabilité est au cœur du débat sur la modernité : qu'advient-il de l'identité – censée être un attribut unique, spécifique de la personne - quand on sait que l'acteur évolue tout au long de son existence au sein de groupes différents et qu'il doit jongler entre des appartenances multiples² ? La question a suscité l'attention de toutes les sciences humaines et sociales depuis le siècle dernier, avec un intérêt grandissant pour le mystère de l'identité et de ses tensions depuis quelques décennies³. L'interactionnisme symbolique a longtemps assumé la charge empirique de cette interrogation en rompant avec « le modèle sociologique (...) simple, selon lequel les personnes de statut déterminé se comportent en fonction d'un unique statut à un moment donné » (Strauss, 1992, p. 78). Aujourd'hui, les fantasmes de l'unicité du soi ont été largement remis en cause et il est reconnu, pour reprendre les mots de Bernard Lahire, que l'homme – comme acteur social - est « pluriel » car il est « multisocialisé » (Lahire, 1998). Pour autant, il faut aussi se prévenir du double risque de ne plus reconnaître ce qui demeure de soi au-delà des situations d'une part, et d'autre part, de négliger les interconnexions et les éléments en commun des divers schèmes et répertoires d'actions incorporés par les individus.

Précisément, le concept d'identité nous semble être la clé de la compréhension de ces phénomènes. Car, en fin de compte, ce ne sont pas les identités qui sont multiples ou plurielles, comme l'usage abusif du terme le laisse trop souvent supposer ; ce sont les appartenances et les identifications sociales de l'acteur qui le sont. Ces dernières s'organisent en configurations d'identifications, qui ne sont pas une simple juxtaposition des unes et des autres, mais dont nous faisons l'hypothèse qu'elles sont gouvernées et sous-tendues par une force, que nous proposons de désigner par la notion d'identité. Nous considérons donc l'identité comme le principe organisateur des identifications, propre à chaque individu⁴. Ainsi, pour revenir à ce que nous

² L'idée selon laquelle la multiplicité identitaire serait un phénomène issu de la modernité reste ouverte. Des travaux d'anthropologie de plus en plus nombreux considèrent qu'elle est une caractéristique universelle de toute identité sociale, observée même dans les sociétés les plus homogènes. Voir par exemple Sökefeld (1999)

³ Pour une présentation synthétique et une bibliographie extensive des travaux sur l'identité, cf. Brubaker et Cooper, 2000. Et pour une démonstration du caractère intensif mais somme toute récent – puisque remontant aux travaux d'Erikson - de cet usage extensif de la notion d'identité, cf. Gleason, 1983.

⁴ Dans cette perspective, l'identité est un concept pertinent dès lors qu'il renvoie à une notion précise, distincte du sens commun et qui offre prise à l'analyse. Il permet, selon notre définition, de comprendre la façon dont les

avancions plus haut, l'identité n'est pas une essence mais une force ; elle n'est pas directement saisissable, « opérationnalisable », mais elle agit sur les identifications et en dessine la carte, d'une façon qui elle est observable car relativement stable (mais non invariable : nous reviendrons sur ce point).

Partant, nous nous retrouvons dans une large mesure dans l'approche d'Erik Erikson qui a proposé à la psychologie, et au-delà aux sciences sociales, d'appréhender l'identité individuelle comme une « nouvelle configuration » (Erikson, 1978 p. 167) c'est à dire qui est propre à chacun, en mettant l'accent sur la « tonicité » de tout processus identitaire – l'identité étant d'ailleurs pour lui essentiellement appréhendée à travers sa formation. Mais l'objectif de notre approche est quelque peu différent. Rappelons d'abord que, par la notion d'identité, Erikson cherche surtout à rendre compte, *a contrario*, de pathologies du développement individuel, résultats des conflits entre les besoins de l'acteur et les exigences de la société, et qui peuvent naître notamment d'une mauvaise sortie de la « crise d'identité » propre à l'adolescence. Le psychologue analyse alors le stade de l'identité comme succédant à celui des identifications, de plus en plus larges, qui permettent au bébé puis à l'enfant de se développer. Nos travaux prennent place dans une autre discipline, la sociologie politique, dont la vocation est de comprendre le fonctionnement des systèmes démocratiques, en l'occurrence *via* la connaissance des représentations et des attitudes des citoyens. Dès lors, nous visons plutôt à éclairer la façon dont l'individu, à un moment *t* donné, se repère par rapport à son environnement social et à ses divers groupes d'appartenance, et notamment aux différentes communautés politiques qui sont les siennes. Comment saisir ce processus ? Si Erikson s'intéresse à ce qu'il nomme le « sentiment d'identité, en tant que sentiment subjectif et tonique d'une unité personnelle (*sameness*) et d'une continuité temporelle (*continuity*) »⁵, nous considérons que ce sentiment d'identité est rare et que, en outre, pour les « sujets » qui sont les nôtres, ce n'est pas l'identité mais plutôt les identifications qui produisent des sentiments ; ce sont les identifications qui sont portées dans les revendications habituellement considérées comme étant d'ordre « identitaire » (religieuse, territoriale, ethnique, socio biologique, etc.) et qui suscitent les actions et réactions des acteurs.

identifications multiples des individus s'organisent pour construire *une* personne. Le concept dont l'identité se rapprocherait le plus est alors peut-être celui de « self », présent dans la psychosociologie mais qui reste dans une large mesure propre à la psychologie, et peu usité en sociologie.

⁵ « Le sentiment de l'identité est-il conscient ? Parfois il est vrai, il n'est que trop conscient (...) Nous sommes ainsi les plus attentifs à notre identité lorsque nous sommes en passe de l'acquiescer (...) ; ou encore lorsque nous sommes précisément sur le point d'entrer en crise et que nous sentons la confusion d'identité nous envahir (...) » (*op.cit.* p.173). Notons qu'Erikson souligne dans le même passage que la prolongation de la phase d'acquisition de l'identité, qui se traduit par une « conscience de soi » excessive, peut – ce sont ses termes -, être bénéfique en matière de création. Autrement dit, si l'on peut s'interroger sur bien fondé d'une approche subjective de l'identité en sociologie, elle s'impose sans doute non seulement en psychologie, mais aussi en littérature ou en histoire de l'art.

L'approche de l'identité que nous défendons est donc décalée par rapport à d'autres qui se concentrent principalement sur la dimension ressentie de l'identité. À l'instar de Charles Tilly, il nous importe de souligner que pour être heuristique, le concept d'identité ne doit pas être conçu comme une recherche intérieure mais comme une organisation sociale (« *Identities are social arrangements* » Tilly, 2001, p.3) - en l'occurrence, la force d'organisation, elle-même socialement construite, d'identifications à des groupes sociaux.

Moyennant quoi, il est difficile d'exprimer exactement à quoi « ressemble » une identité. Il ne s'agit pas de postuler qu'une force suprême, unidirectionnelle et immuable, gouverne toutes les relations entre l'acteur et la société. Il s'agit plutôt de faire l'hypothèse que, par delà la multiplicité des groupes d'appartenance d'un individu, on peut observer certaines récurrences et certaines transversalités dans la façon dont il se positionne par rapport et/ou s'identifie à chacun d'eux⁶. A titre d'exemple, disons que la tendance à concevoir les relations sociales de façon hiérarchique ou égalitaire, denses ou anoniques, pacifiques ou violentes, avec confiance ou défiance, ou encore la tendance à se situer du côté dominant ou dominé du groupe, à s'imaginer comme marginal ou central, remarquable ou invisible, sont autant de caractéristiques et de perspectives⁷, socialement explicables, que l'acteur peut appliquer aux différents groupes qui composent sa carte d'identifications. Notre intuition est que son identité fait qu'il conçoit chacun de ces groupes sur un mode qui témoigne de certaines similitudes avec les autres ; et que la façon, propre à chacun, de s'imaginer le groupe et de se représenter soi-même en son sein n'est elle-même que la conséquence des modalités d'identifications antérieures, sans cesse actualisées. Les appartenances de la période de socialisation primaire pèsent certainement d'un poids particulier dans la définition des caractéristiques de l'identification propre à un acteur, lequel confère à l'identité sa pérennité. Néanmoins, la pluralité de ces premières appartenances en fait déjà une construction composite, stable plutôt qu'immobile, et par là, susceptible de transformations. Autrement dit, l'identité agit sur les identifications, au sens où elle modèle le rapport que l'acteur établit avec les nouveaux groupes que sa trajectoire personnelle l'amène à rencontrer. Mais, et il nous paraît important d'insister sur ce point, elle peut aussi être modifiée par ces identifications nouvelles, notamment dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler des « ruptures biographiques ».

⁶ Ou, pour utiliser les mots de Charles Tilly à propos des identités collectives : certaines ressemblances dans les histoires (*stories*) que les acteurs sociaux racontent sur leurs différents groupes d'appartenance et la manière dont ils conçoivent les frontières qui les délimitent (Tilly, 2002)

⁷ Il ne s'agit que d'exemples, la liste n'est pas exhaustive et bien sûr, ces caractéristiques ne sont pas exclusives les unes des autres, elles doivent pouvoir se combiner.

Quand faut-il parler d'identité politique ?

Définir l'identité politique dans sa spécificité exigerait d'abord de s'entendre sur ce qu'est *le* politique, par rapport au social notamment. Traditionnellement – et c'est d'ailleurs là dessus que la sociologie politique s'est fondée en discipline – on a considéré que la spécificité de l'identité politique résidait dans le rapport à la sphère particulière qu'est la sphère politique institutionnalisée. Mais cette définition conduit inexorablement, une fois encore, à confondre identification et identité : seraient politiques les identités organisées autour d'une identification à un groupe, la droite, la gauche, les socialistes ou les conservateurs, les régionalistes ou les nationalistes, pour peu qu'ils soient représentés par un parti, un homme ou un mouvement présent sur la scène politique. Cette conception est donc en outre réductrice puisqu'elle exclut du champ de l'identité politique toutes les identifications qui n'auraient pas de porte parole idéologique reconnaissable⁸. Si l'on s'efforce d'en rester au niveau des modalités d'organisation des identifications, quelle devrait être la particularité d'une force qu'on pourrait qualifier de politique ?

Il nous semble que la première spécificité de l'identité politique est qu'elle est une force de conflictualisation ou, plus précisément, de constitution de clivages. D'aucuns pourraient douter que cela distingue vraiment l'identité politique d'autres identités sociales, qui émergent lorsque des différences et des frontières symboliques séparent et délimitent des groupes sociaux (Barth, 1969). Mais la notion de clivage se distingue de celles de différence ou de frontière non seulement en ce qu'elle ajoute l'idée d'opposition ou de conflit entre les deux groupes qu'une différence ou une frontière se contentent de séparer ; mais aussi en ce que le clivage est en fait un mélange de différences d'origines diverses qui préside à la séparation subjective et transversale du corps social en deux catégories opposées d'individus. Cette mutation de la différence en clivage est, elle, proprement politique, dans la mesure où elle met l'acteur en position de confronter ces différences les unes aux autres, de les hiérarchiser et d'arbitrer entre elles, jusqu'à choisir un camp et l'assumer par rapport à ceux qui seraient potentiellement de l'autre côté du clivage. Partant, l'identité politique des individus serait le principe d'organisation qui, spécifiquement, modèle la configuration de leurs appartenances sociales en clivages : l'identité politique est le principe organisateur des clivages, pertinents pour chaque individu. Elle aurait alors deux caractéristiques. Elle contribuerait à construire sur un mode conflictuel chacune des identifications de l'acteur, c'est-à-dire, à faire en sorte qu'il se représente chacun de

ses groupes d'appartenance comme potentiellement en opposition avec ceux qui n'en font pas partie. De plus, elle tendrait à lier l'ensemble de ses identifications -notamment en les hiérarchisant⁹-, à les agencer en clivages tels que la solidarité exigée par l'un devrait prendre le pas, en situation de crise, sur les autres clivages éventuels.

Pour illustrer notre propos¹⁰, prenons le cas du nationalisme. Autant le « sentiment d'appartenance au groupe nation » est une identification qui ne présage pas des sentiments d'appartenance qu'un individu peut entretenir avec d'autres groupes sociaux – se sentir Français coïncide aussi bien avec le fait de se sentir ouvrier que paysan, femme qu'homme, catholique que laïque par exemple ; autant le « nationalisme » suppose que la configuration d'identifications soit modulée par un principe tel qu'en cas de sollicitation, toutes les solidarités de l'acteur se taisent pour laisser la prééminence à celle qu'il organise autour de son groupe national¹¹. Autrement dit, l'identification au groupe nation n'est pas en soi l'indice d'une identité politique ; c'est la façon dont ce sentiment est lié à d'autres identifications, de façon hiérarchisée (en dernière instance) et conflictuelle qui manifeste l'action d'une force d'organisation que nous considérons comme de l'identité politique. De même, le sentiment d'appartenance à un groupe politique reste une simple identification, qui ne présage pas de la nature politique de l'identité qui l'organise : il est théoriquement possible d'être « de gauche » (pour ne prendre qu'un exemple) et que cette identification soit relativement indépendante d'autres appartenances sociales – voire même qu'elle coexiste avec des appartenances qu'une stricte idéologie de gauche désignerait comme contradictoires. A l'inverse, le décalage entre les représentations sociales et la scène politique peut fort bien conduire des gens à l'identité politique aiguë à ne s'identifier à aucun groupe politique – comme ceux dont toutes les appartenances s'organisent dans une dénonciation radicale de la domination dans une période où l'anarchisme n'a plus de relais politique.

Cette prise de position théorique sur ce qu'il conviendrait de définir comme une identité politique est clairement liée à nos intuitions empiriques. En effet, pourquoi considérer que les

⁸ Pour une discussion des raisons de ne pas réduire le politique à la relation que les gens entretiennent avec la scène politique institutionnalisée, et une illustration de l'intérêt qu'on trouve à l'étendre à tout ce qui désigne les conflits qu'un système politique démocratique devrait être en mesure de traiter, cf. Braconnier & al., 2001.

⁹ Nous insistons ici sur la fonction hiérarchisante de l'identité politique car elle nous semble centrale, tout en sachant qu'elle est une forme de combinaison des identifications sociales parmi d'autres qui demandent à être élucidées par un travail plus empirique. Par exemple, l'intégration est une forme de combinaison des identifications sociales, différente de la hiérarchisation.

¹⁰ L'identité étant par définition virtuelle, il est difficile d'en donner un exemple direct, d'autant que le résultat premier de l'analyse empirique se situerait en fait au niveau des configurations d'identifications qui en constituent les effets, plutôt qu'au niveau de la force qui les organise.

¹¹ Dans le même ordre, on pourrait penser à la différence entre l'appartenance à un groupe socioprofessionnel et sa mutation en appartenance de classe, à l'identification à une religion et sa transformation en intégrisme ou encore au sentiment d'être femme et le féminisme.

configurations identitaires qui se caractérisent soit par la forte conflictualisation d'une appartenance et d'une seule, déconnectée des autres, soit par une hiérarchisation des identifications sociales, mais sans que celles-ci ne soient conflictualisées, ne sont pas véritablement la marque d'une identité politique ? Parce que nos travaux, ainsi qu'une abondante littérature en sociologie politique, nous poussent à faire l'hypothèse que la conflictualisation va difficilement sans hiérarchisation des appartenances sociales et réciproquement. Au reste, l'important n'est pas la terminologie, et il ne s'agit bien sûr pas de se refuser à prendre en compte d'autres configurations identitaires liées à l'objet politique. Le but de notre démarche est de se donner le moyen de distinguer entre les individus dont le rapport au politique s'établit à travers une identification forte à un groupe politique mais qui reste relativement indépendante de ses autres identifications sociales – et dont la conflictualité, dès lors, renvoie uniquement à la compétition propre à la scène politique ; et d'autres, dont le rapport au politique est porté par l'ensemble des groupes d'appartenances, qui se caractérisent à la fois par une forme d'interdépendance et une propension au conflit, lesquels débouchent facilement vers des revendications à l'égard de la communauté politique démocratique au sens large. L'intérêt de la comparaison résidant évidemment dans l'élucidation des différentes façons qu'ont les citoyens de se lier à la sphère publique, avec toutes les incidences que cela induit sur l'évolution de nos sociétés démocratiques. Mais seul un travail empirique directement consacré à la question nous permettra de valider cette intuition, selon laquelle les deux dimensions, conflit et hiérarchisation des identifications sociales, s'entretiennent pour produire de l'identité politique.

Conclusion

Comme bien d'autres concepts, après avoir connu une fortune soudaine, le concept d'identité est en passe d'être rejeté pour cause d'usure. Pourtant, il semble qu'il soit particulièrement bien adapté pour rendre compte des réalités contradictoires qui touchent à l'être social, au nombre desquels la permanence et le changement. Aussi, il nous paraît indispensable de faire, en sociologie politique tout du moins, un effort de clarification et de délimitation du concept. Et parce que nous sommes des empiristes, le caractère heuristique de l'instrument nous paraît aller de pair avec un souci d'invalidation. Puisqu'on ne peut pas prouver que l'identité (et plus encore l'identité politique) existe si elle est un « foyer virtuel », il faut que ses manifestations valident l'intérêt de la postuler. Il nous semble dès lors essentiel, dans des travaux à venir, à la fois de vérifier l'hypothèse d'une certaine transversalité dans la façon dont les individus appréhendent

leurs différentes appartenances sociales ; et de regarder si effectivement, conflictualisation et hiérarchisation des identifications semblent aller de pair.

Pour finir, rappelons qu'en tant que sociologues du politique, les données que nous recueillons tournent souvent autour des mêmes objets, et qu'il est malheureusement difficile de changer radicalement les point de vue d'analyse. C'est pourquoi le pari de l'interdisciplinarité nous semble inévitable, avec tous les risques de confusion qu'il porte en lui. Nul doute que l'anthropologie puisse venir grandement enrichir la palette des appartenances à prendre en compte dans les configurations d'identifications que nous envisageons ; nul doute non plus que la psychologie et la sociologie puissent faire valoir des modes d'intégration des identités sociales qui nous échappent, obnubilées que nous sommes par la fonction d'arbitrage du politique.

BIBLIOGRAPHIE :

Barth F. (1969), *Ethnic group and boundaries*, London, Allen and Unwin.

Braconnier C. & al. (2001), La prise de parole en démocratie : analyse des mécanismes de politisation par la montée en conflit, Contribution au colloque du CÉVIPOF : *La démocratie en mouvement* (13 décembre, Assemblée Nationale, Paris).

Brubaker R. & Cooper F. (2000), Beyond Identity, *Theory and Society*, **29 (1)**, P.1-47.

Chebel M. (1998), *La formation de l'identité politique*, Payot, « Petite Bibliothèque », Paris.

Erikson E. (1978), *Adolescence et Crise. La quête de l'identité*, Paris, Flammarion (coll. Champs) p.167.

Gleason P. (1983), Identifying Identity: A Semantic History, *The Journal of American History*, **69(4)**, P.910-931.

Lahire B. (1998), *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Nathan, Paris.

Levi-Strauss, C. (1977), *L'identité*, Collège de France 1974-1975, Grasset, Paris, 1977.

Sökefeld, M. (1999), Debating Self, Identity, and Culture in Anthropology, *Current Anthropology*, **40 (4)**, August-October, P.417-431.

Tilly C. (2001), *Political Identities in Changing Politics*, Keynote address of the Conference on Redefining Europe, New York University, 30 November.

Tilly C. (2002), *Stories, Identities and Political Change*, à paraître, Rowman and Littlefield, New-York.